le délit

Publié par la Société des publications du Daily, une association étudiante de l'Université McGill.
Le Délit est situé en territoire Kanien'kehá:ka non cédé.



Non à l'IA depuis 1977.

ÉDITORIAL

rec@delitfrancais.com

Laisser couler l'eau

Comme débutent toutes les belles histoires, rendons-nous dans le merveilleux monde des égouts. Ces vastes systèmes de tuyaux, de pompes, de calculs méticuleux des courants d'eau se voient confier deux des plus nobles missions. La première, et certainement la plus intuitive, est d'évacuer les eaux usées, afin qu'elles retrouvent leur état naturel dans nos rivières, nos lacs, nos mers et océans. La seconde, bien plus piégeuse, mais tout autant nécessaire, s'assure que toute eau contaminée par l'industrie humaine ne s'invite pas dans nos fragiles écosystèmes.

C'est là que la grande question se pose – comment s'assurer qu'une de ces missions n'enfreint pas l'autre? Vous l'aurez bien compris, nous ne nous sommes pas amusés à écrire tout un éditorial sur la qualité du système digestif de nos villes (même si vous ne trouverez aucun mépris de notre part envers ceux qui le traitent). Non, le système que nous souhaitons aborder est bien plus abstrait et surtout bien plus imparfait que nos égouts : la justice.

Une affaire qui perturbe

La justice et les égouts ont en effet des objectifs assez concordants. Comme un réseau d'assainissement, la justice doit rendre à la société ceux qu'elle a pris en charge, tout en s'assurant qu'ils ne lui nuisent pas à leur retour. Réhabiliter sans exposer la communauté à la récidive, voilà le geste d'équilibre qu'elle doit sans cesse entreprendre. Une mission à laquelle elle semble avoir échoué en ce qui concerne l'affaire Ewert (p.3, édition du 28 octobre 2026).

Alors que son risque de récidive inquiétait déjà, la confirmation de l'échec par son exclusion du campus pourrait et devrait être interprétée comme un manque de vigilance et d'accompagnement de la part de l'université et du système judiciaire. Les comportements qui lui sont reprochés par plusieurs étudiants de la Faculté de droit dans une lettre ouverte ne sauraient être excusés. Si les allégations venaient à être confirmées, McGill porterait également une part de responsabilité envers les victimes.

Pourtant, et voilà d'où l'affaire tire sa complexité, McGill n'a jamais failli aux yeux de la loi. La réhabilitation fait partie, et bien heureusement, des piliers phares de la justice. L'objectif d'une peine vise, au-delà de punir les erreurs du passé, à préparer un retour : la réhabilitation part du simple principe que nos égarements ne nous définissent pas. Une société qui refuse cette possibilité condamne à l'exclusion permanente, et l'exclusion nourrit justement la récidive qu'elle prétend prévenir.

L'antécédent judiciaire ne saurait justifier un refus d'accès à l'éducation supérieure. L'administration de McGill, par le biais d'Angela Campbell, provost et vice-rectrice principale aux études, nous explique d'ailleurs parfaitement pourquoi. Il s'agit d'une question de « respect de la dignité humaine et [de] droit à une seconde chance ».

Une valeur fragile, mais tout autant essentielle

Le danger vient tout autant du risque de récidive que de la rhétorique qui a surgi suite à la médiatisation de l'affaire, celle qui insinue une rupture avec la pratique de la réintégration. Certes, l'affaire Ewert choque. Elle nous rappelle que nos salles de classe ne sont pas à l'abri des risques inhérents à la vie en société. Elle nous demande une réflexion sur notre sécurité et notre confort dans nos lieux d'apprentissage, une réflexion qu'aucun étudiant au monde ne devrait avoir à entreprendre. Mais le risque parallèle, non moins important, est la perte de nos repères dans nos valeurs.

La réhabilitation doit figurer parmi les idéaux fondamentaux de nos sociétés; la colonne vertébrale de notre système pénitentiaire et judiciaire. L'affaire Ewert témoigne de la science imparfaite qu'est la réinsertion, mais imaginons un monde dans lequel cette science est abandonnée au profit d'une justice purement punitive. Si l'antécédent judiciaire vient à définir l'individu, que suggère cela sur la nature de l'Homme social?

Le conducteur ivre ayant percuté un inconnu sera-t-il à jamais identifié comme meurtrier? L'adolescent vendeur de drogue sera-t-il à jamais identifié comme dealer de stupéfiants? L'erreur est humaine, l'apprentissage aussi. La justice de demain ne doit pas l'oublier. Cela nécessite un grand courage, et l'humilité de savoir que la route infinie vers une justice parfaite sera truffée d'erreurs – l'affaire Ewert n'est ni la première, ni la dernière. Allons-nous condamner chaque criminel à une éternité de punitions pour assurer notre sécurité? Disparaîtrait alors la valeur essentielle de la rédemption, d'abord pour les condamnés, puis pour le reste d'entre nous, car le droit à cette rédemption ne peut se forger autour de constructions juridiques. La justice ne sera jamais capable de garantir la pureté des intentions de ses anciens prisonniers, mais que cette incapacité condamne même les sincères serait une défaite pour notre humanité.

L'accompagnement comme responsabilité

Surtout, ne confondez pas cette foi envers la réhabilitation, à une apologie de la récidive et un dédain pour les voix des victimes. Dans le cas de l'affaire Ewert, la lettre ouverte des étudiants de la Faculté de droit ne peut rester sans réponse et sans transformation sur le fond de la stratégie d'intégration de l'administration mcgilloise. La fidélité envers nos principes de justice ne doit absolument pas nous aveugler et ne dédouane pas l'université de responsabilité.

Si McGill se dit prête à accueillir des étudiants en situation de semi-liberté, tant mieux, et même heureusement, mais cet accueil doit être le fruit d'une diligence incontestable. Alors, il faut investir. Investir dans l'accompagnement, dans la consultation avec la communauté étudiante, et dans la protection de tous – à la fois pour les étudiants, ainsi que pour l'individu en question qui ne doit subir aucune forme de harcèlement pouvant davantage le marginaliser et donc augmenter le risque de récidive. Tout cela sans perdre de vue l'objectif de l'éducation : la création du bon citoyen, capable de vivre en société.

Voilà où le jeu d'équilibre que McGill peine à maintenir devient délicat. Les filets qui filtrent le plastique avant que l'eau soit déversée dans nos rivières sont essentiels, mais plus leurs mailles se resserrent, moins l'eau passe, et nous nous retrouverions vite avec des égouts débordés, et une ville inondée par des eaux fétides – une société qui aurait abandonné la foi en la rédemption. ⃠

Timotée Allouch-Chantepie
Rédacteur en chef

le délit
Le seul journal francophone de l'Université McGill

RÉDACTION
3480 rue McTavish, bureau 107
Montréal (Québec) H3A 1B5
Téléphone : +1 514 398-6790

Rédacteur en chef
rec@delitfrancais.com
Timotée Allouch-Chantepie

Actualités
actualites@delitfrancais.com
Juliette Cherifi
Matteo Fracassi
Minola Grent

Culture
artsculture@delitfrancais.com
Jiayuan Cao
Rose Langlois

Société
societe@delitfrancais.com
Juliette Aviat
Dalia Djazouli
Joséphine Miton

Coin Queer
coinqueer@delitfrancais.com
Sixtine Nicolaÿ

Coordonnatrice de la production
production@delitfrancais.com
Héloïse Durning

Visuel
visuel@delitfrancais.com
Ana Camila Torchia
Catvy Tran

Photographe
visuel@delitfrancais.com
Félix Fournier

Coordonnatrices de la correction
correction@delitfrancais.com
Naomi Degueldre
Salma Rabeil

Coordonnatrices réseaux sociaux
reso@delitfrancais.com
Catherine Brunet Rodriguez
Audrey Russier

Responsable de gestion d'équipe
Rose Langlois

Contributeur·rice·s
Della Harris, Loÿs le Roux de Bretagne

Couverture
Catvy Tran et al.

BUREAU PUBLICITAIRE
3480 rue McTavish, bureau B•26
Montréal (Québec) H3A 0E7
Téléphone : +1 514 398-6790
ads@dailypublications.org

Publicité et direction générale
Letty Matteo

Ventes et assistance administrative
Letty Matteo

Support graphique et technique
Mathieu Menard

Comptable
Boris Shedov

The McGill Daily
coordinating@mcgilldaily.com
Ingara Maidou

Conseil d'administration de la SPD
Timotée Allouch-Chantepie, Gali Bonin, Héloïse Durning, Adair Nelson, Ingara Maidou, Vincent Maraval, Letty Matteo, Antoine Proulx, Marie Pyun

Les opinions exprimées dans les pages du Délit sont celles de leurs auteur·e·s et ne reflètent pas les politiques ou les positions officielles de l'Université McGill. Le Délit est indépendant de l'Université McGill. Le Délit est situé en territoire Kanien'kehá:ka non cédé.

L'usage du masculin dans les pages du Délit vise à alléger le texte et ne se veut nullement discriminatoire. Les opinions de nos contributeur·rice·s ne reflètent pas nécessairement celles de l'équipe de la rédaction. Le Délit (ISSN 1192-4609) est publié la plupart des mercredis par la Société des publications du Daily (SPD). Il encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et d'illustrations dont les droits avant été auparavant réservés). L'équipe du Délit n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans le journal. Imprimé sur du papier recyclé format tabloïde par Imprimeries Transcontinental Transmag, Anjou (Québec).

Toute soumission effectuée par un collaborateur en vue de sa publication dans l'un des journaux imprimés ou en ligne, sites Web, blogues, vlogues, lettres à la rédaction ou autres publications de la Société des publications du Daily (« SPD »), y compris les photographies, les œuvres artistiques, le contenu multimédia et tout autre matériel soumis, est la propriété exclusive de la SPD au titre du droit d'auteur, chaque éditeur, journaliste, collaborateur et auteur de lettre .transférant automatiquement à la SPD, par le fait même de sa soumission, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents à ladite soumission.

L'Europe à Montréal, le Québec à part

À Montréal, le début d'une alliance multilatérale s'officialise.

Pendant deux brèves journées, du 29 au 30 octobre, des représentants de la Commission européenne et du gouvernement canadien pouvaient être aperçus se promenant dans les rues du centre-ville, ou encore dans les locaux de Schwartz's, où Ursula von der Leyen s'est arrêtée pour déguster un de leurs fameux sandwichs à la viande fumée.

Aux côtés de la présidente de la Commission européenne figuraient António Costa, président du Conseil européen, et Mark Carney, premier ministre du Canada.

Un grand absent était toutefois à noter : le premier ministre du Québec, Paul St-Pierre Plamondon.

Les dirigeants se sont réunis pour le 21*e* sommet entre l'Union européenne (UE) et le Canada, dans le but de poursuivre le rapprochement entre les deux blocs.

Amorcé plus tôt cette année, lors la visite de Mark Carney à Bruxelles, où le premier ministre avait annoncé la volonté du Canada de devenir un membre associé de l'UE, ce rapprochement s'inscrit dans un contexte de fortes tensions économiques avec les États-Unis. Ces derniers poussent l'Europe et le Canada à chercher de nouveaux partenaires commerciaux, comme l'a souligné Carney en mars 2026 à Davos, lors du World Economic Forum.

Depuis, la situation a toutefois évolué, et la forme que prendra concrètement l'alliance reste encore floue. Les négociations doivent se poursuivre. Le Délit a eu l'occasion de s'entretenir avec Zoya Sheftalovich, correspondante en chef de POLITICO Europe auprès de l'UE.

Selon Zoya Sheftalovich, l'Allemagne était particulièrement réticente à utiliser ce terme, car la définition d'un tel statut était encore trop vague. Elle aurait préféré parler d'« *une alliance vers le futur* (tdlr)».

Ursula von der Leyen l'a cependant employé pendant le sommet lors d'une conférence au C.D. Howe Institute, proche de McGill, à l'instar de la déclaration finale qui mentionne une « *association encore plus proche* » entre l'Europe et le Canada.

Vers un Erasmus canadien?

Un aspect particulièrement intéressant pour nous, les McGillois, est l'intégration du Canada à Erasmus+, un programme de l'Union européenne qui permet aux étudiants de voyager, d'étudier ou encore de réaliser des stages à l'étranger, tant dans les pays de l'UE que d'autres pays non membres, comme l'Islande, la Norvège ou la Serbie.

Inscrite dans le volet « People to People » de la déclaration conjointe du sommet, cette intégration semble constituer une démarche concrète que les parties souhaitent poursuivre.

Zoya Sheftalovich précise cependant qu'« *aucun détail n'a pour l'instant été révélé et que l'objectif serait d'élaborer un plan d'action concret d'ici le prochain sommet, en 2027, à Bruxelles* ».

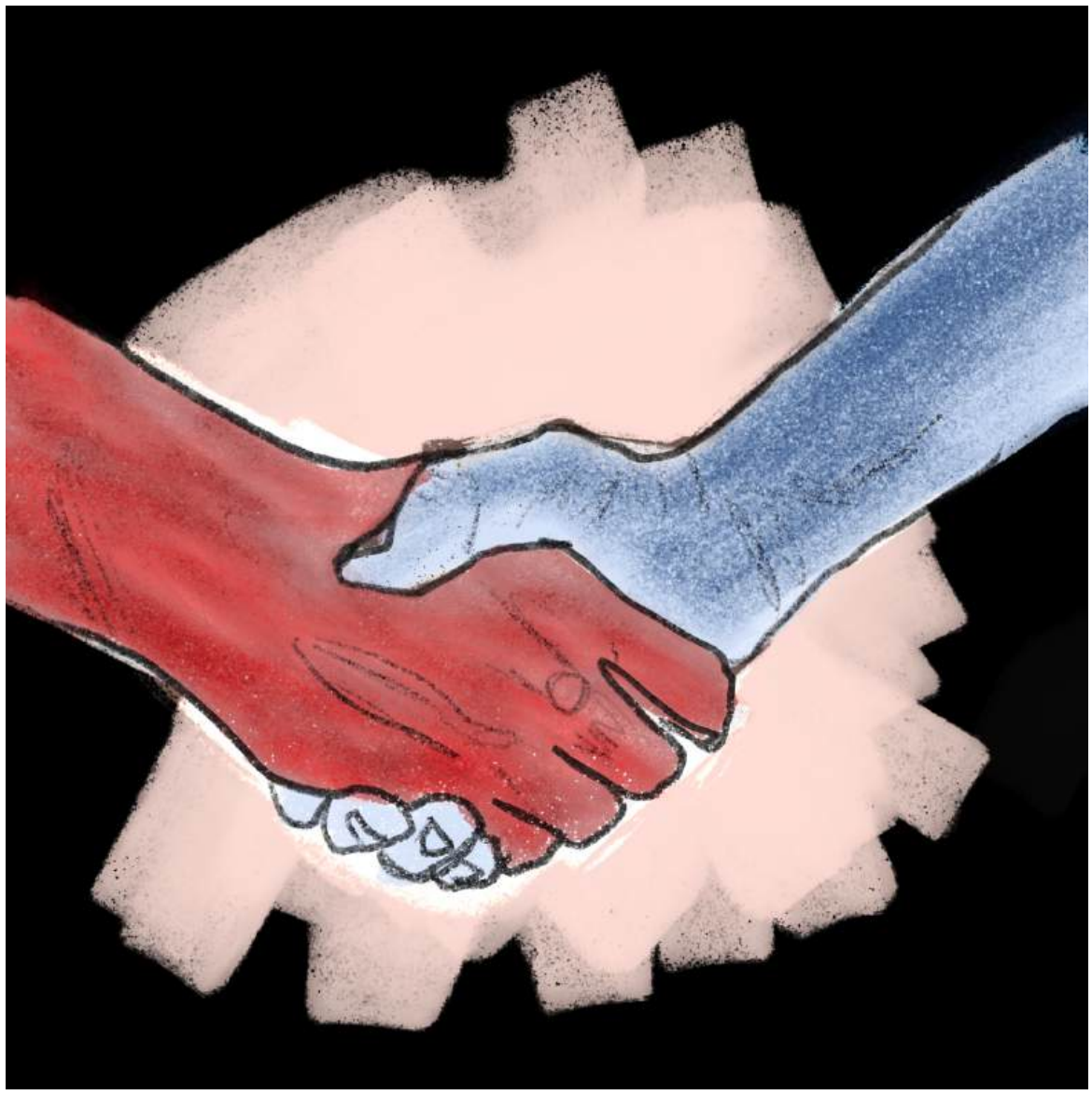
Qu'est-ce que cela signifierait concrètement ?

En règle générale, Erasmus+ concerne les échanges d'un ou deux semestres ainsi que les doctorants. Des mesures visant à faciliter les démarches concernant les voies migratoires et l'accès aux bourses pourraient cependant voir le jour.

La déclaration mentionne notamment plusieurs programmes possibles, au-delà d'Erasmus+, pour faciliter la mobilité des étudiants européens ou des travailleurs.

Le club des affaires européennes à McGill, présent pendant le sommet, confiait au Délit que Roxana Minzatu, commissaire des droits sociaux et des compétences, des emplois de qualité et de l'état de préparation, annonçait que l'ajout du Canada à Erasmus+ donnerait « *un accès direct du financement reçu par les Européens* ».

Ces modalités sont encore à négocier et risquent de se heurter à plusieurs tensions. Au sein de l'Europe, L'Association des Affaires Européennes de McGill précise qu'il « *est intéressant de remarquer que de nombreux pays européens poussent pour une adhésion à Erasmus+, mais poussent domestiquement pour un contrôle plus sévère sur l'immigration* ». Les tensions sont tout de même présentes au sein même du Canada.



Catvy Tran | Le Délit

> « Ces modalités sont encore à négocier et risquent de se heurter à plusieurs tensions. »

Un manque de consensus chez les Européens

Quelques jours avant le sommet, l'Europe était dans l'embarras. Zoya Sheftalovich a confié au Délit que, quelques heures avant leur arrivée à Montréal, des diplomates européens rédigeaient encore la déclaration conjointe, en plein vol direct vers la ville.

Le nœud du problème : certains passages du texte ne mettaient pas tous les Européens d'accord, et notamment, l'utilisation du terme «membre associé ».

Parmi ces pays, figurent notamment la France, l'Allemagne, la Belgique et l'Italie.

Le Québec mécontent

Paul St-Pierre Plamondon (PSPP), premier ministre du Québec, a dénoncé le refus d'Ottawa d'associer la province aux négociations avec l'Europe, notamment sur l'éducation, dont la gestion est constitutionnellement attribuée aux provinces. Il a donc décliné l'invitation au sommet.

Quel rôle le Québec jouera-t-il dans les négociations à venir?

La question demeure entière. Cela pourrait pousser PSPP à restreindre, voire à refuser sa mise en oeuvre.

Pour l'instant, aucun détail n'a encore été négocié, mais les tensions pourraient constituer un vrai défi pour sa concrétisation si Plamondon continue d'estimer que les consultations de la province sont insuffisantes.

Il a notamment déclaré que de tels accords pourraient « tout simplement ne pas être implémentés ». Dans ce cas, les universités québécoises, dont McGill, risqueraient d'être exemptées d'Erasmus.

Le premier ministre québécois a toutefois accepté, le 1*er* novembre 2026, de discuter avec Mark Carney à la suite de ces tensions.

Au-delà de ces désaccords, le sommet a tout de même permis de poser les bases d'un rapprochement plus large. Dans leur déclaration conjointe du 30 octobre, les dirigeants ont annoncé la création d'une « *alliance encore plus proche* », dont le but serait de renforcer leur coopération dans des domaines aussi variés que le commerce, l'énergie, les technologies numériques et la sécurité.

Quelle forme prendra concrètement cette nouvelle relation?

Le terme « membre associé », défendu par Ursula von der Leyen, n'a finalement pas été retenu dans la déclaration conjointe, après les réserves exprimées par plusieurs États membres, notamment l'Allemagne. Nous ne sommes alors qu'au début de ce que Carney décrivait lors d'une interview avec Politico comme « *la plus forte association entre un pays et l'Union européenne dans le monde* ».

Le calendrier est désormais fixé : les deux parties souhaitent préciser les contours de cette relation d'ici le prochain sommet, prévu en 2027. Dès mars, le Collège des commissaires européens doit rencontrer le Cabinet fédéral canadien afin de poursuivre les discussions.

En attendant, le sommet de Montréal aura surtout permis de transformer une ambition politique en un programme de négociations. Reste à savoir jusqu'où Ottawa et Bruxelles seront prêts à aller et si les désaccords qui ont émergé, tant au sein de l'Union européenne qu'au Canada, pourront être surmontés. ⦸

Matteo Fracassi
Éditeur Actualités

Se mettre à l'abri à Milton-Parc

Tour d'horizons des services existants et des mesures annoncées pour l'hiver 2027.

Pour les personnes sans logement du quartier Milton-Parc, l'arrivée du mois de novembre pose des questions pressantes : où dormir, où se réchauffer et vers qui se tourner lorsqu'un établissement ne peut pas les accueillir? Autour du campus de McGill, plusieurs organismes proposent l'hébergement, l'accompagnement et l'intervention de proximité. Les sites municipaux et des organismes concernés permettent de tracer les contours de ce réseau. Ils fournissent toutefois moins de renseignements sur les possibilités d'accueil à un moment précis et sur les parcours des personnes qui y cherchent du soutien.

Une distinction s'impose donc entre les ressources permanentes, les services complémentaires et les installations annoncées. Une adresse identifiée pour accueillir une halte-chaleur – un lieu d'accueil temporaire et sécuritaire destiné principalement aux personnes vulnérables pour leur permettre de se protéger des conditions climatiques extrêmes – ne garantit pas son ouverture. De même, une capacité d'hébergement affichée ne signifie pas qu'un lit est disponible.

Un refuge au coeur du quartier

Située au 3535, avenue du Parc, dans le sous-sol d'une église, la Porte ouverte constitue l'un des points d'ancrage de cette réponse locale. L'organisme indique que son service d'hébergement d'urgence fonctionne 24 heures sur 24, sur toute l'année. Son passage à un service d'hébergement d'urgence ouvert en permanence remonte à l'automne 2020, dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Il annonce une capacité de 45 lits, dont 30 réservés aux personnes autochtones. Ces chiffres décrivent toutefois un seuil d'occupation, et non le nombre de places disponibles au moment où une personne se présente. L'accès à ces places soulève aussi la question de l'information comment une personne sans téléphone, par exemple, peut-elle connaître les disponibilités et savoir où se rendre lorsqu'un refuge est complet?

L'organisme se présente comme une ressource à bas seuil d'admissibilité et à haut seuil de tolérance. Il affirme accueillir des personnes souvent exclues d'autres services et adapter son soutien à leurs besoins. Cette approche fait de l'accès aux ressources une composante explicite de sa mission.

Les informations publiées établissent ainsi l'existence d'un accueil permanent dans le quartier. Elles ne permettent cependant pas de connaître son taux d'occupation actuel, le nombre de demandes auxquelles il peut répondre chaque soir ou les solutions proposées lorsqu'il atteint sa capacité. Ces éléments restent nécessaires pour mesurer la disponibilité réelle de l'hébergement à l'approche des nuits froides.

Un accompagnement dépassant les lieux d'hébergement

Les ressources du quartier comprennent également des services destinés à faciliter les démarches et l'accès aux soins. Le Réseau de la communauté autochtone à Montréal répertorie notamment un programme de navigation à la Porte ouverte. Celui-ci vise à créer des liens entre les personnes autochtones de Milton-Parc et les services de santé et les services sociaux.

L'accompagnement peut concerner des rendez-vous médicaux, des démarches légales ou des besoins psychosociaux et personnels. Le programme comprend aussi du soutien pour l'obtention de cartes d'identité, la recherche de logement et l'accès à différentes ressources.

Cette section rappelle que l'aide aux personnes sans logement ne se résume pas à l'hébergement nocturne. La Ville de Montréal mentionne par ailleurs la présence d'une équipe d'intervention de milieu et de médiation de La Porte ouverte dans le quartier Milton-Parc du lundi au vendredi, de 10 h à 18 h. Son mandat comprend notamment la sensibilisation, la désescalade de crises et des activités de rapprochement entre les personnes logées et non logées. La page municipale répertorie également des services de transport vers des ressources d'hébergement.

Des sites prévus pour accueillir des haltes-chaleur

Pour la saison froide, la Ville de Montréal prévoit aussi de mettre des sites à disposition afin d'y accueillir des haltes-chaleur. Dans sa mise à jour du 27 octobre 2026, elle identifie notamment le YMCA Centreville, au 1440, rue Stanley, et le pavillon La Fontaine, au 1301, rue Sherbrooke Est.

Selon la description municipale, ces installations permettent de se réchauffer, de prendre une collation, de se reposer et d'être orientés vers des ressources d'hébergement ou de logement. Elles constituent donc un lieu de répit et un point d'accès au réseau d'aide.

La Ville précise cependant que leur ouverture demeure conditionnelle à la confirmation du financement du gouvernement du Québec et à la désignation des organismes responsables de leur fonctionnement quotidien. En effet, l'ouverture d'une halte-chaleur nécessite à la fois un local et les moyens d'y accueillir des personnes. La ville identifie et prépare les sites, tandis que des organismes communautaires en assurent le fonctionnement. Le financement provincial sert donc notamment à soutenir les équipes chargées de l'accueil et de l'accompagnement. Ainsi, à la date d'aujourd'hui, les préparatifs de ces sites ne constituent pas une garantie de leur mise en service.

> « L'enjeu concerne autant les places offertes que l'adaptation des services et leur continuité »

Des besoins documentés depuis plusieurs années

La préparation hivernale s'inscrit dans un contexte préoccupant à Milton-Parc. Dans son rapport annuel 2025, rendu public en 2026, l'Ombudsman de Montréal revient sur son enquête de 2022 consacrée à la situation des personnes autochtones et inuites en situation d'itinérance dans le secteur.

L'institution reconnaît le travail réalisé par les acteurs communautaires et municipaux, mais constate l'absence d'amélioration globale. Elle décrit notamment des ressources insuffisantes ou mal adaptées pour les personnes ayant des besoins complexes en matière d'addiction ou de santé mentale. Elle relève également des limites dans les services disponibles le soir, la nuit, les fins de semaine et dans les situations de crise. L'Ombudsman souligne notamment que le mandat de l'Équipe mobile de médiation et d'intervention sociale (ÉMMIS) limite sa capacité à répondre à certaines situations complexes, notamment sur des propriétés privées comme l'intérieur d'un commerce ou le hall d'un immeuble.

Ces constats donnent une perspective aux préparatifs de l'hiver: l'enjeu concerne autant les places offertes que l'adaptation des services et leur continuité. De plus, il est important de garder en tête que les haltes-chaleur offrent une protection essentielle contre le froid, mais restent une réponse temporaire à l'absence de logement. Sans accès à un logement stable et à un accompagnement adapté, les personnes accueillies risquent de retrouver les mêmes difficultés une fois l'hiver passé.

McGill et Milton-Parc : des liens par l'engagement étudiant

À quelques rues des ressources communautaires de Milton-Parc, l'Université McGill entretient des liens avec les organismes du quartier, notamment par le bénévolat et la formation universitaire. Le bureau de vie religieuse et spirituelle de l'Université présente ainsi La porte ouverte parmi les possibilités d'engagement communautaire. Il invite les membres de la communauté universitaire à contribuer par des dons matériels ou à se rapprocher du groupe McGill Students for Montréal Shelters pour s'impliquer. Ces liens prennent également la forme de stages. Dans un témoignage publié sur le site de McGill en novembre 2024, l'étudiante Lucy Barretto décrit son expérience auprès de Comm-Un, un collectif réunissant notamment des personnes sans logement, des intervenants, des étudiants et des universitaires. Elle y explique avoir participé à des activités artistiques, à l'organisation d'évènements et au travail de proximité. Son stage, reconnu par des crédits universitaires, était soutenu par une bourse du *David M. Culver Arts Internship Office* de l'Université McGill, qui couvrait ses dépenses pendant l'été.

Ces exemples montrent comment des membres de la communauté mcgilloise peuvent contribuer aux initiatives du voisinage. Ils ne permettent toutefois pas de mesurer l'ensemble du soutien institutionnel offert aux organismes ni de confirmer l'existence d'un dispositif propre à cet hiver.

Ainsi, les documents publics dessinent un réseau montréalais composé d'hébergements permanents, d'accompagnement et de lieux de répit envisagés. Ils laissent aussi des questions ouvertes sur l'accueil quotidien et le déploiement des mesures saisonnières. Pour les personnes qui cherchent à se mettre à l'abri, la réponse dépendra de possibilités concrètes : une porte effectivement ouverte, une place accessible et un soutien qui se poursuit au-delà d'une nuit. Mais l'urgence du froid rappelle aussi celle du logement : tant que des personnes devront chercher chaque soir où se mettre à l'abri, la préparation à l'hiver restera une réponse à une crise qui dure toute l'année. ⃠

Juliette Cherifi
Éditrice Actualités

Félix Fournier | Le Délit



Les lacrymogènes causeraient plus que des larmes?

Des possibles effets sur les cycles menstruels.

Le 8 octobre 2026, le compte Instagram Lacrymos de Sang, en collaboration avec l'Observatoire Féministe des Violences Médicales (OBSMed), lance un appel aux témoignages. La description de la première publication du compte indique : « Tu as fait l'expérience de symptômes inquiétants par rapport à ton cycle menstruel après avoir été exposé·e à des lacrymos ces dernières semaines? Partage ton témoignage anonymement au lien en bio! ». En date du 30 octobre, le collectif Lacrymos de Sang avait reçu plus de 10 000 témoignages.

Après avoir été exposée à du gaz lacrymogène pendant une quinzaine de minutes lors des manifestations du 17 octobre, Valentine confie à OBSMed qu'elle a « eu des crampes à l'utérus et du sang dans [ses] urines » le lendemain. Bien que Valentine n'ait plus ses règles depuis quatre ans, étant sous pilule en continu, elle a saigné abondamment cette nuit-là. Plusieurs autres personnes ont rapporté des saignements abondants, des menstruations avancées, des douleurs utérines et, dans certains cas, des fausses couches.



Bastien Fournier | Photographe indépendant

Le gaz lacrymogène est devenu une arme habituelle dans les manifestations, mais sa composition et son fonctionnement restent méconnus du grand public. Contrairement à ce que son nom indique, le gaz lacrymogène n'est pas nécessairement un gaz, mais plutôt un composé chimique solide appelé CS et dispersé par voie d'aérosol.

Ce qu'on sait à date

Pour en savoir plus, Le Délit est allé à la rencontre d'Élise Brunot, directrice générale du Réseau québécois d'action pour la santé des femmes (RQASF).

Mme Brunot explique que le CS – 2-chlorobenzylidène malononitrile de son nom complet – s'attache aux récepteurs de douleur du corps, ce qui provoque des sensations de picotement et de brûlure. Néanmoins, hormis le CS, aucun autre composé ne peut être identifié dans cette arme, les manufacturiers ne partageant pas les formules exactes. « On ne sait même pas ce qu'on respire », dit-elle.

Très peu d'études ont été menées sur les effets secondaires du gaz lacrymogène. L'une des premières, parue en 2021 dans *BMC Public Health*, porte sur 2 257 personnes exposées lors des manifestations de Portland en Oregon, États-Unis, en 2020. Parmi elles, 2 116 participants, soit 93,8 %, ont déclaré des troubles physiques ou psychologiques – maux de tête, maux intestinaux, anxiété accrue et fatigue, entre autres – et 1 944, soit 86,1 %, en ressentaient encore dans les jours suivant l'exposition. Les auteurs observent par ailleurs que plus l'exposition se répète, plus les troubles sont fréquents.

La même étude s'était penchée sur les cycles menstruels, un sujet que les chercheurs disaient alors inexploré. Sur 1 650 personnes concernées, 54,5 % rapportaient une perturbation du cycle ou une sensibilité mammaire, 36,6 % des crampes accrues et 27,8 % des saignements inhabituels.

Deux ans plus tard, une seconde étude, consacrée cette fois spécifiquement à la santé reproductive, aboutit au même constat. Parmi les 1 276 personnes sondées, 83 % rapportent au moins un effet après une exposition aux agents chimiques employés par les forces de l'ordre, 69 % ont eu des crampes utérines, 55 % des saignements précoces, 30 % une sensibilité mammaire et 19 % des saignements retardés.

Selon Mme Brunot, plusieurs hypothèses sont avancées pour expliquer ce phénomène, mais deux ressortent particulièrement. La première se rapporte au fonctionnement du gaz lacrymogène. Les récepteurs auxquels le gaz se rattache pour causer les sensations de brûlure seraient aussi responsables des douleurs menstruelles. La deuxième, quant à elle, se baserait sur une éventuelle transformation du gaz en cyanure une fois présent dans le corps par inhalation. Celui-ci priverait alors les muscles d'oxygène et créerait des douleurs dans les jours suivant l'exposition.

Que faire de tout ça?

Mme Brunot mentionne en revanche qu'il ne faut pas tirer de conclusions hâtives. Avec seulement deux études et des témoignages, il serait impossible de prouver avec suffisamment de certitude que la corrélation observée correspond bien à une causalité. Elle soutient cependant que les témoignages de ces femmes ne doivent pas être ignorés, mais qu'au contraire, ils doivent servir de signal d'alarme et de moteur pour continuer à pousser les autorités à conduire plus d'études. À la connaissance de Mme Brunot, aucune autorité sanitaire en France ne conduit actuellement de recherches sur le sujet.

Mme Brunot a conclu l'entrevue en encourageant les femmes à se réapproprier le discours autour de leurs menstruations afin de mieux prendre soin de leur corps et de leur cycle hormonal. Elle invite tout le monde à dépasser le tabou social, politique et institutionnel que représentent les règles. De plus, Mme Brunot insiste sur le fait que la santé mentale et la santé physique sont indissociables l'une de l'autre.

Malgré le peu de ressources disponibles au Québec pour soutenir la santé des femmes, le RQASF met à la disposition de toutes et tous des brochures compilant des informations sur plusieurs sujets touchant aux menstruations, notamment la précarité et l'équité menstruelle, sur son site et sur Le Fil Rouge, qu'il consacre aux règles.

Minola Grent
Éditrice Actualités

Brésil : Lula réélu, Flavio Bolsonaro battu

Entre contestations, fuite et divisions nationales.

Entre revendications politiques et agitation économique, le 25 octobre 2026 marque un tournant dans l'avenir du Brésil. D'après l'Institut Montaigne, le président sortant Lula a remporté le second tour des élections avec environ 51,8 % des voix contre 48,2 % pour Flávio Bolsonaro, soit près de 4,4 millions de voix d'écart. Il s'agit du quatrième mandat – non consécutif – pour le politicien de 80 ans élu pour la première fois à la tête du Brésil en 2003. Il prêtera serment le 5 janvier 2027.

Ces résultats sont un retournement inattendu. En effet, Flávio Bolsonaro, sénateur de 45 ans et fils de l'ex-président Jair Bolsonaro, avait devancé Lula au premier tour (environ 47,1 % contre 45,1 %). Les sondages l'annonçaient d'ailleurs encore vainqueur avant le second tour.

Dès le soir du scrutin, Flávio Bolsonaro a dénoncé une « sacanagem » (magouille) et a demandé l'annulation du vote, ce qui rappelle la réaction de son père, Jair Bolsonaro, en 2022. Ce dernier purge actuellement une condamnation à 27 ans de prison pour tentative de coup d'État. Le parti de Bolsanaro a fini par reconnaître la victoire de Lula, mais, à la suite de suspicions de corruption et de blanchiment d'argent, un juge a obligé Flávio à remettre ses passeports et lui a interdit de quitter le pays. Donald Trump a, de son côté, qualifié le scrutin de « *truqué* », et a même accueilli le candidat battu aux États-Unis après sa fuite du Brésil.

La réélection de Lula au pouvoir s'inscrit dans un contexte de fortes tensions politiques au Brésil ainsi qu'une instabilité économique due à la montée des prix; le président devra donc faire face à plusieurs enjeux.

La droite domine le Congrès, avec le Parti libéral de Bolsonaro comme première force. Avec une chambre divisée, les analystes jugent que réformes et budget seront difficiles à faire passer. Le Congrès contrôle par ailleurs une large part des dépenses publiques, ce qui menace les programmes sociaux promis par Lula et son parti, historiquement marqué à gauche.

Économie fragile

La dette du Brésil dépasse aujourd'hui 80 % du PIB, et, alors que la croissance est attendue en baisse, l'inflation et les taux d'intérêt restent élevés. Les marchés, qui espéraient plutôt la victoire de Bolsonaro, ont réagi violemment : le réal bresilien a perdu plus de 8 % par rapport au dollar américain et la Bourse a brièvement suspendu ses échanges. Les investisseurs craignent surtout que les dépenses sociales promises aggravent le déficit.

Solidité démocratique

L'enjeu est de voir si le camp Bolsonaro accepte le résultat dans la durée. L'écart de voix rend, selon le politologue Oliver Stuenkel, une thèse de fraude très difficile à défendre.

Du côté géopolitique, la victoire de Lula freine la vague conservatrice proche de Trump dans la région (Argentine, Colombie, Pérou). Quoique réjouissant pour une partie des Brésiliens rejetant la proximité du camp bolsonarien avec le président américain, la réélection d'un candidat ouvertement opposé aux politiques (notamment économiques) menées par Trump laisse aussi présager des relations tendues avec Washington.

Loÿs Leroux De Bretagne
Éditrice Actualités

société@delitfrancais.com

DÉCODAGE

Les femmes héritent-elles des partis qui coulent?

Invoquée après la défaite de Fréchette, la falaise de verre n'explique pas tous les cas.

Le 12 avril 2026, Christine Fréchette remporte avec 57,9 % des voix la course à la direction de la Coalition Avenir Québec (CAQ), devant Bernard Drainville. Trois jours plus tard, elle est devenue la deuxième femme à occuper le poste de première ministre du Québec, après Pauline Marois, qui l'a occupé en 2012. Le parti venait pourtant de tomber à 9 % dans un sondage de la firme Léger en mars. Aux élections du 5 octobre, la CAQ, qui détenait encore 79 sièges à la dissolution de l'Assemblée, n'en conserve aucun. Fréchette, qui avait quitté sa circonscription de Sanguinet pour se présenter à Trois-Rivières, est elle aussi battue et démissionne le lendemain.

> « Au Canada, hommes et femmes n'accèdent pas par la même porte à la tête des gouvernements provinciaux »

Dès son arrivée à la tête du parti, La Presse parle de « précipice de verre », aussi appelé « falaise de verre », ce phénomène selon lequel les femmes accéderaient au pouvoir plus souvent que les hommes lorsque leur parti est déjà en déclin. Après la démission de Fréchette, une dépêche de La Presse canadienne reprend l'expression. Une étude de la politologue Melanee Thomas, de l'Université de Calgary, permet de sortir de l'intuition. Elle a examiné, au cas par cas, si les premières ministres provinciales canadiennes avaient hérité de partis en difficulté. Appliquée à la chute de Fréchette, la falaise de verre tient-elle, ou n'est-ce qu'un raccourci médiatique?

Des conseils d'administration aux partis

En 2005, Michelle Ryan et Alexander Haslam, chercheurs à l'Université d'Exeter, se penchent sur le FTSE 100, l'indice des cent plus grandes sociétés cotées à Londres. Dans un marché en baisse, les entreprises qui y nomment une femme à leur conseil d'administration ont connu de mauvais résultats pendant les cinq mois précédents. Pas celles qui nomment un homme. Ils baptisent alors ce phénomène la « falaise de verre ».

En politique, Thomas avance que la crise ou le déclin découragent les hommes qui auraient pu brigué la direction du parti. Les femmes, elles, y voient une occasion, explique-t-elle dans la dépêche : « C'est ma chance, si je ne me lance pas maintenant, serai-je encore dans la course quand la situation s'améliorera? »

L'étude de Thomas ne porte que sur les provinces. Dans la même dépêche, l'ancienne première ministre de l'Ontario Kathleen Wynne rapproche pourtant le cas de Fréchette d'un cas fédéral, celui de Kim Campbell, ministre dans le gouvernement de Brian Mulroney. Seule femme à avoir dirigé le Canada, Campbell succède à ce dernier en juin 1993, alors tombé à environ 12 % d'appuis. Elle reste 132 jours en poste, et son parti passe de 156 à deux sièges.

Au Canada, hommes et femmes n'accèdent pas par la même porte à la tête des gouvernements provinciaux. Quand un premier ministre démissionne en cours de mandat, son parti, toujours au pouvoir, organise une course à la direction. Celui ou celle que le parti désigne devient du même coup premier ministre, sans passer par une élection générale, où l'ensemble des électeurs se prononcent. L'étude de Thomas, parue en 2018, montre que six des huit premières ministres provinciales du Canada étaient arrivées au pouvoir par cette voie, tandis qu'un peu plus de la moitié des hommes l'avaient fait lors d'une élection générale.

La falaise à l'épreuve des chiffres

Pour mesurer le déclin d'un parti, Thomas a croisé cinq indicateurs, allant des résultats électoraux aux dons, en passant par les sondages.

Rita Johnston, première femme à diriger une province canadienne, prend la tête du Crédit social de Colombie-Britannique en 1991, en plein scandale de conflit d'intérêts, après la démission de Bill Vander Zalm. Pauline Marois hérite quant à elle en 2007 d'un Parti québécois (PQ) tombé au troisième rang pour la première fois depuis sa première victoire en 1976, derrière les libéraux et l'Action démocratique du Québec. Thomas qualifie ces deux formations de partis en crise, c'est-à-dire qu'elles font face à une difficulté aiguë, à un scandale ou à une lourde défaite. Kathleen Wynne, devenue première ministre de l'Ontario en 2013, reprend pour sa part un Parti libéral que la politologue range dans une autre catégorie, celle du déclin, soit l'érosion lente d'un soutien.

> « Le cas de Fréchette nuance toutefois cette mécanique, l'idée que les hommes renoncent quand le parti va mal, puisqu'elle a dû battre un homme pour obtenir le poste »

À l'inverse, Thomas n'a pas pu établir que les partis dirigés par Catherine Callbeck, Kathy Dunderdale, Christy Clark et Alison Redford étaient en déclin au moment où ces femmes en ont pris la tête. Ces cas couvrent quatre provinces et près de vingt ans. Les preuves sont « *au mieux partielles ou non concluantes* (*tdlr*) », et les quatre ont ensuite mené leur parti à une victoire majoritaire. Le huitième cas, celui de Rachel Notley, est traité à part, puisqu'elle dirigeait « *un petit parti de gauche.* » La falaise de verre n'explique donc que trois des huit cas.

Hors du Canada, la recherche aboutit à un constat semblable. En 2020, une équipe menée par Thekla Morgenroth réunit trois méta-analyses et conclut que le phénomène existe, mais qu'il est de faible ampleur et varie selon les milieux. Dans les expériences, les femmes sont plus souvent choisies pour diriger en temps de crise, surtout dans les pays les plus inégalitaires entre hommes et femmes.

Une étude de Susan Adams et de ses collègues, portant sur les nominations de PDG américains entre 1992 et 2004, ne trouve pour sa part « *aucune falaise de verre* ». Les entreprises qui nommaient une femme se portaient même, en moyenne, mieux que celles qui nommaient un homme. Ryan et Haslam leur ont répondu que les falaises de verre ne sont « *ni universelles ni inéluctables* », tout en appelant à la prudence dans l'interprétation de ce résultat.

Le Québec, entre falaise et usure

Sur le papier, le parcours de Christine Fréchette coche presque toutes les cases de la théorie. Elle hérite d'un parti en perte de vitesse, quitté par son cofondateur François Legault après deux mandats au pouvoir, au plus bas dans les sondages au moment de la course, puis rayé de la carte six mois plus tard. Le Québec avait déjà connu un scénario semblable. En mai 2020, après le retrait de son unique rival, Dominique Anglade prend la tête du Parti libéral du Québec (PLQ), encore sonné par la défaite de 2018. Deux ans et demi plus tard, le PLQ réalise le pire score de son histoire, sous les 15 % des voix, et elle démissionne dans la foulée. Ce cas échappe certes à l'étude de Thomas, qui se limite aux partis au pouvoir, alors que le PLQ siégeait dans l'opposition. Il reproduit pourtant la mécanique de la falaise de verre.

Le cas de Fréchette nuance toutefois cette mécanique, l'idée que les hommes renoncent quand le parti va mal, puisqu'elle a dû vaincre un homme pour obtenir le poste. Avec 42,1 % des voix, Bernard Drainville n'avait rien d'un candidat de façade. L'Alberta offre un contre-exemple récent. Pour prendre la tête du Parti conservateur uni en 2022, Danielle Smith a elle aussi dû l'emporter face à six adversaires, dont Travis Toews et Brian Jean. Elle a remporté une majorité l'année suivante et dirige aujourd'hui la province.

Pour le politologue Thierry Giasson, de l'Université Laval, le genre n'est d'ailleurs qu'un facteur parmi d'autres. Cité dans la même dépêche, il estime que Drainville se serait lui aussi « cassé les dents » face à l'usure d'une CAQ au pouvoir depuis deux mandats. Le parcours de Pauline Marois rappelle qu'hériter d'un parti en crise n'interdit pas de gagner une élection. Seule candidate à la direction du PQ en 2007, elle le ramène au pouvoir en 2012, avant d'être battue deux ans plus tard.

Le phénomène décrit donc une tendance plutôt qu'une règle. Pensée pour révéler une inégalité, la théorie peut toutefois devenir une fatalité, comme si le pouvoir n'était confié aux femmes qu'une fois le navire en train de couler. Cette lecture efface celles qui ont gagné, dont Christy Clark, et réduit les défaites à une question de genre. Pour Giasson, Fréchette « voulait vivre un moment Mark Carney » et a finalement « vécu un moment Kim Campbell ». ⦸

Joséphine Miton
Éditrice société

Ana Camila Torchia | Le Délit



Souriez, vous êtes filmés!

Couche-Tard : un « magasin-laboratoire » rue McTavish.

On entre, on achète, on sort. Pour les étudiants de McGill qui fréquentent le dépanneur Couche-Tard situé sur la rue McTavish, ce rituel est quotidien. Malgré l'allure pressée des clients, il n'est pas rare que ces derniers aient à naviguer à travers une congestion importante afin de compléter leurs achats. Ce que peu d'étudiants remarquent est le petit panneau à l'entrée du magasin : « Laboratoire d'innovation en commerce au détail ».

Un laboratoire pas tout nouveau

En janvier 2021, le laboratoire ouvre ses portes au rez-de-chaussé du pavillon Bronfman de la faculté de gestion Desautels. Le partenariat entre Alimentation Couche-Tard inc. et l'École Bensadoun de commerce au détail de McGill a pour but, comme l'explique la compagnie dans un communiqué de presse, « de mener des recherches novatrices et de tester des solutions, y compris des technologies "sans friction" ». Ces technologies permettaient aux clients de faire leurs courses sans passer par la caisse; des portiques à l'entrée du magasin étaient censés détecter et facturer les produits achetés. Si le magasin demeure encore un laboratoire de recherche à ce jour, les technologies « sans friction », pourtant louées comme une innovation révolutionnaire à leur instauration, n'ont pas duré très longtemps. « *C'était un peu trop coûteux pour Couche-Tard* (*tdlr*) », suppose le professeur James Clark, codirecteur du laboratoire d'innovation lors d'une entrevue avec Le Délit. Bien qu'il ne soit pas au courant de la raison officielle pour laquelle Couche-Tard a cessé d'utiliser ces systèmes, il pense que leur complexité a probablement été un facteur. « *Il fallait vérifier manuellement que toutes les transactions étaient correctes, et les gens n'aimaient pas trop le délai entre la sortie du magasin et la confirmation de l'achat.* »

Lors d'une conversation avec Le Délit, une caissière à Couche-Tard qui souhaite demeurer anonyme corrobore les propos de James Clark. Elle ajoute que beaucoup d'étudiants n'avaient pas l'application mobile nécessaire pour compléter le processus « sans friction », ce qui rendait la présence d'employés nécessaire quoi qu'il en soit. Aujourd'hui, les technologies « sans frictions » ont été remplacé par un système de caisses libre service.

À travers l'oeil d'une caméra

Il suffit de lever la tête pour se rendre compte que le Couche-Tard fait aussi office de laboratoire : le plafond est recouvert d'une centaine de caméras qui fixent quiconque rentre dans le magasin. La présence de ces technologies est le fruit d'une collaboration entre Couche-Tard et Axper, une entreprise québécoise qui se spécialise dans l'analyse des flux de personnes. Cette dernière fournit la technologie – caméra et IA – et les données brutes à analyser par les équipes de chercheurs mcgillois. « Nos capteurs mesurent en temps réel les entrées et sorties » écrit Axper sur son site web, « l'IA [nous permet] d'obtenir des informations additionnelles sur les clients : genre, groupe d'âge, distinction entre le personnel et la clientèle, et bien plus encore ». L'entreprise promet que « les capteurs installés discrètement au plafond assurent une intégration non intrusive et respectueuse de la vie privée », soulignant son respect pour la sécurité et la confidentialité des données des entreprises et clients.



Félix Fournier | Le Délit

« Il suffit de lever la tête pour se rendre compte que le Couche-Tard fait aussi office de laboratoire : le plafond est recouvert d'une centaine de caméras qui fixent quiconque rentre dans le magasin »

Le Délit a eu l'occasion de visionner un extrait d'une vidéo produite par Axper. Sur une carte 2D du Couche-Tard, des petits cercles colorés dotés de deux bras se déplacent entre les rayons. « *Les bleus sont les employés* », pointe James Clark, « *les jaunes sont les gens qui achètent quelque chose, et les orange sont les gens qui n'achètent rien* ». La vidéo n'est pas en temps réel mais, d'après le professeur, l'IA peut reconnaître le comportement des clients et leur assigner une désignation – acheteur ou non-acheteur – très rapidement. Pour ce qui est des employés, ils se distinguent par le temps qu'ils passent sur le site et les endroits auxquels ils ont accès.

De nombreuses autres tendances se dessinent avec le temps. En tant que dépanneur, le Couche-Tard reçoit beaucoup de circulation, une des raisons pour lesquelles la compagnie a été choisie. En un an, c'est près de 250 000 personnes qui font usage du magasin. Grâce au volume de données disponible, il est facile de dégager des motifs récurrents dans les comportements des consommateurs.

Si une grande partie des résultats de recherche ne sont utiles qu'à des fins académiques, certains ont toutefois un intérêt pour Alimentation Couche-Tard inc. C'est notamment le cas des informations portant sur le stock en rayons, et plus particulièrement la détection des vagues d'achats, afin de prévoir et d'éviter les ruptures de stock. Le professeur Clark donne l'exemple des plats prêt-à-emporter qui venaient souvent à manquer les jeudis soirs. Grâce aux systèmes de surveillance IA, les chercheurs ont remarqué que chaque jeudi, un nombre important de clients rentraient dans le magasin et se dirigeaient vers la section du prêt-à-manger – et, en fin de soirée, repartaient les mains vides car il n'y avait plus rien en stock. Après que le problème a été identifié, Couche-Tard a pu y pallier en prévoyant un plus grand approvisionnement de plats. La raison de cette mystérieuse rupture de stock provient du fait que les étudiants de la Faculté de gestion n'ont pas cours le vendredi. James Clark explique qu'un grand nombre d'entre eux profitent de leur dernier soir de semaine sur le campus pour faire certaines courses au Couche-Tard.

Quels projets de recherche?

Bien que le partenariat soit principalement avec l'École Bensadoun, plusieurs autres facultés de McGill font usage du « laboratoire vivant » pour des projets de recherche. Plusieurs projets sont en cours avec la Faculté de génie, dont un mené par le professeur Clark ayant pour but de « modéliser le comportement et l'attention de la clientèle dans les dépanneurs », entre autres via un système d'oculométrie (*eye-tracking*). Une autre initiative, portée par l'École de nutrition humaine, vise à « évaluer les expériences uniques et les processus de prise de décision des personnes atteintes de diabète de type 2 lorsqu'elles font leur épicerie ».

Un concours d'idéation est présentement ouvert aux étudiants de premier et deuxième cycle avec pour thème : « Innovation en commerce au détail à l'ère de l'IA (ou de l'IA générative) ».

Éthique et consentement

Si parmi les étudiants, rares sont ceux qui ont entendu parler du projet de « magasin-laboratoire », c'est même parfois le cas parmi les employés du Couche-Tard. Le Délit s'est entretenu avec une ancienne employée qui a accepté de témoigner sous le couvert de l'anonymat. Elle nous révèle que ses employeurs ne l'ont jamais officiellement informée de la présence ou de la fonction des caméras. En effet, elle nous explique que cinq semaines ont passé avant que son collègue ne lui dise de « *regarder en haut* », moment où elle a pris conscience de l'ampleur du dispositif de caméras. Favorable à l'objectif éducatif du projet, elle dit toutefois qu'elle s'est un peu sentie comme un « *cobaye de laboratoire* ».

La problématique éthique pose alors question : les étudiants de McGill qui vont faire leurs courses au Couche-Tard ont-ils vraiment consenti à être filmés – même sans marque d'identification – et utilisés dans ces projets de recherche? Le professeur Clark assure que chaque projet doit passer devant un comité d'éthique de la recherche avant d'être approuvé.

Le Couche-Tard de la rue McTavish ne cache pas son statut de laboratoire. Encore faut-il savoir où regarder. La prochaine fois que vous pousserez la porte du magasin, levez vos yeux. Entre les rayons de collations et les réfrigérateurs, la recherche universitaire se mêle au quotidien des milliers de clients qui viennent faire leurs achats. Or, ni le comité d'éthique ni les promesses de « non-intrusion » d'Axper ne comblent l'écart entre un affichage discret et un consentement éclairé.

Alors, y consentez-vous? ⃠

Héloïse Durning
Coordinatrice de production

En collaboration avec
Marius Grieb

Il est médecin, *she does the dishes*

Google Traduction est sexiste.

Dimanche soir, 23 heures : la bibliothèque Schulich commence à devenir ma relation la plus sérieuse, et je me demande véritablement si je ne devrais pas payer mon loyer ici. Trop épuisée pour ordonner à mon cerveau de faire l'effort de traduire – mon bilinguisme s'avérant un peu bancal (j'ai été acceptée à McGill grâce au test de Duolingo) –, j'ouvre Google Traduction et lui donne quelques mots. « Ses bras musclés » (pour ma défense, je devais décrire une statue et j'étais très fatiguée) ont donné *his muscular arms*, alors que ceux-ci pourraient très bien être féminins, aucune indication de genre ne figurant dans la case française. Remarquant cela, je m'amuse avec l'algorithme : son corps nu devient *her naked body*; *a doctor*, un docteur; sa tendresse, *her tenderness*, et ainsi de suite... Les muscles au masculin, la nudité au féminin. Face à ça, pas de doute me dis-je, Google Trad est sexiste.

Positivité au masculin, négativité au féminin

Le *Reykjavík Grapevine*, qui relayait une étude islandaise, rapporte que les adjectifs positifs islandais étaient plus souvent traduits en anglais au masculin, n'apparaissant au féminin que dans 23 % des cas. Les adjectifs négatifs, quant à eux, étaient traduits au féminin dans 60 % des cas. Ce serait donc la signification de l'adjectif qui déterminerait son genre, et les traits de personnalité négatifs qui auraient un penchant féminin.

Pour les mots qui décrivent l'apparence, la tendance s'inverse, et ce sont les termes les plus élogieux qui penchent vers le féminin. Cela rejoint une habitude médiatique commune, s'intéressant davantage aux attributs des femmes qu'à leur travail. En Islande, les reportages sur des femmes scientifiques reconnues pour leurs travaux s'attardent sur leur apparence, comme les vêtements de la directrice de la Santé Alma Möller ou les lunettes de la volcanologue Kristín Jónsdóttir, plutôt que sur leur science.

Les pronoms masculins seraient attribués aux rôles professionnels et les pronoms féminins aux rôles liés à la sphère domestique. La traduction d'un mot ou d'une phrase neutre s'avère donc stéréotypiquement genrée.

L'apprentissage de l'IA

Les sites de traduction utilisent l'intelligence artificielle (IA), et celle-ci se révèle souvent sexiste. Ce comportement découle de son entraînement qui apprend des stéréotypes en analysant des masses de textes écrits par des humains et récoltés sur internet. L'égalité entre les genres s'avère très difficile à atteindre dans le domaine des technologies automatisées, et le sexisme retrouvé dans le système interne de Google Trad reflète en fait l'écart entre les genres présent dans la société.

Colonialisme digital

Une autre étude nomme ce phénomène *colonialisme numérique*. En fait, pour rendre la traduction possible, Google utilise la technique de « langue pivot » (*bridging*). Cela signifie que pour traduire de la langue X vers la langue Y, il faut introduire une troisième langue (E) – pour laquelle il existe des données bilingues permettant de traduire de X vers E, puis de E vers Y. L'anglais est la langue pivot la plus couramment utilisée. Cependant, en passant par l'anglais, qui ne marque pas le genre sur les noms mais l'impose sur les pronoms, des stéréotypes se glissent. Cette langue dispose pourtant d'un pronom neutre, *they*, s'utilisant lorsque le genre est inconnu ou indéterminé, que la machine n'emploie pas. Elle manque ainsi de neutralité et exclut aussi les personnes non-binaires ou transgenres – ce pronom étant choisi aujourd'hui par ceux qui ne s'identifient pas exclusivement comme hommes ou femmes pour qu'on les désigne de façon neutre. Selon le répertoire des risques de l'IA du MIT, des millions de femmes et de candidats issus de minorités pourraient subir une discrimination systémique dans le recrutement automatisé, et le même biais pourrait s'étendre aux demandes de prêt et aux résultats de recherche.

> « Les pronoms masculins seraient attribués aux rôles professionnels et les pronoms féminins aux rôles liés à la sphère domestique »

Femmewashing

En 2018, Google a introduit une fonctionnalité indiquant deux pronoms (*his/her*) lors de la demande de traduction d'un terme. Si l'on demande à Google Trad de traduire le mot *engineer* en français, deux propositions nous sont faites : ingénieure ou ingénieur. Mais dès que l'article indéfini *an* est placé devant ce mot (*an engineer*), la réponse devient *un ingénieur*, du moins au moment d'écrire ces lignes. Ces « efforts » de Google semblent donc peu sincères.

Finalement, l'étude islandaise, citée par le *Reykjavík Grapevine*, affirme que « *la technologie joue un rôle de plus en plus important dans la vie des gens, et il est donc dangereux qu'elle s'oppose à la lutte pour la justice qui a eu lieu ces derniers temps* (*tdlr*) ». D'autant plus que Google Traduction est relié automatiquement à plusieurs applications, navigateurs et services de l'écosystème Google, comme Google Chrome, Google Gemini, Google Docs, Gmail, et autres. Des biais inconscients se glisseraient donc partout, et pourraient amplifier les inégalités de genre dans le futur.

Cet article ne traite que du genre, mais Google Trad gère aussi très mal l'argot, l'ironie, les expressions idiomatiques, et la précision de la traduction chute fortement pour certaines langues moins courantes. Beaucoup d'améliorations restent donc à faire pour cette application mondialement utilisée.

Sur ce, je retourne décrire ma statue aux bras musclés. ⃠



Catvy Tran| Le Délit

Juliette Aviat
Éditrice Société

Francisée, mais pas la bienvenue?

Témoignage sur un Québec qui a financé mon français, mais pas mon avenir.

15 000 $. C'est environ cette somme que McGill et le gouvernement du Québec m'ont donnée à ce jour pour financer mes cours de français langue seconde.

Je suis arrivée à Montréal il y a quatre ans. Aujourd'hui, je parle suffisamment bien le français pour mener ma vie au Québec. Ces cours me permettent de commander un café, de m'inscrire à des cours de sport dans mon centre communautaire et de vivre avec des colocataires francophones.

Des politiques qui changent

Pendant que j'apprenais le français, le Québec modifiait ses politiques d'immigration. Le gouvernement a aboli le Programme de l'expérience québécoise (PEQ) en novembre 2025, puis l'a rétabli en juillet 2026 pour 2 ans. Il a mis en place des restrictions pour la période de réception des demandes pour le PEQ (la plus récente a fermé le 31 octobre, la prochaine période n'a pas été encore annoncée) alimentant l'incertitude pour les immigrants. Il a également limité le nombre d'étudiants étrangers par la loi 74 et imposé de nouvelles restrictions pour les réfugiés. Même si rien n'a été formulé explicitement, le message est clair : le Québec ne veut plus autant d'immigrants et est de moins en moins disposé à les soutenir. Tout ce temps, je me suis souvent demandé pourquoi le Québec avait financé mes cours si ses autres politiques visaient à décourager l'immigration. Pourquoi avoir investi dans mon apprentissage du français s'il ne m'offre aucune voie pour rester à la fin de mes études?

> « Si la seule voie vers la résidence permanente s'ouvre et se referme sans prévenir, pourquoi consacrer autant d'heures à apprendre le français et s'établir ici? »

Un coût pour le Québec

L'incohérence des politiques d'immigration a un coût économique et social que l'État devra assumer. Citée par Radio-Canada, Marie Montpetit, présidente-directrice générale de la Fédération des cégeps, a souligné que « la disparition du PEQ prive le Québec d'un levier efficace pour retenir des diplômés déjà intégrés, francisés et essentiels à la vitalité de nos régions ».

De plus, ces changements ne touchent pas seulement les personnes non francophones. Selon Le Devoir, même les immigrants français ont dû quitter le Québec à cause des changements apportés au PEQ. Le Québec peine à retenir les immigrants dont il a pourtant besoin. C'est un gaspillage de ressources pour l'État, et une perte de temps et d'efforts pour ceux qui veulent rester ici.

> « Même si rien n'a été formulé explicitement, le message est clair : le Québec ne veut plus autant d'immigrants et est de moins en moins disposé à les soutenir »



Catvy Tran | Le Délit

Un nouveau gouvernement, plus d'incertitude

Avec la transition vers le nouveau gouvernement du Parti québécois, la politique d'immigration changera probablement encore. Le nouveau premier ministre, Paul St-Pierre Plamondon, a promis de continuer à limiter le nombre d'étudiants internationaux, de ramener le seuil d'immigration permanent et de reprendre le contrôle d'Ottawa en matière d'immigration, selon La Presse. Cependant, la nouvelle ministre de l'Immigration et de l'Intégration, Catherine Gentilcore, n'a pas encore précisé comment, ni même si elle comptait remédier à l'instabilité que vivent actuellement de nombreux immigrants au Québec.

Et maintenant?

Je finis mes études cette année, donc j'ai commencé à penser à mon avenir – ici si c'est possible. Le Québec a investi dans mon parcours, et, de mon côté, j'ai consacré du temps et fourni des efforts pour apprendre sa langue et m'intégrer. Malgré tout, le Québec me tient à cœur et je crois que mon français le montre.

Toutefois, si la seule voie vers la résidence permanente s'ouvre et se referme sans prévenir, pourquoi consacrer autant d'heures à apprendre le français et s'établir ici?

Rebâtir une voie claire

Il est important de rappeler que le Québec a une longue tradition d'accueil et d'intégration des immigrants. Ces dernières années, le Québec semble avoir perdu une partie des principes qui ont longtemps guidé ses politiques d'immigration. Ces changements ne me semblent pas motivés par les valeurs québécoises que j'ai apprises en m'intégrant. Il me semble plutôt que les restrictions aient été mises en place pour leur apparence politique et pour jeter de l'huile sur le feu du populisme. Si Québec ne rebâtit pas une voie claire vers la résidence permanente, il continuera à perdre du temps, des immigrants qualifiés et de l'argent.

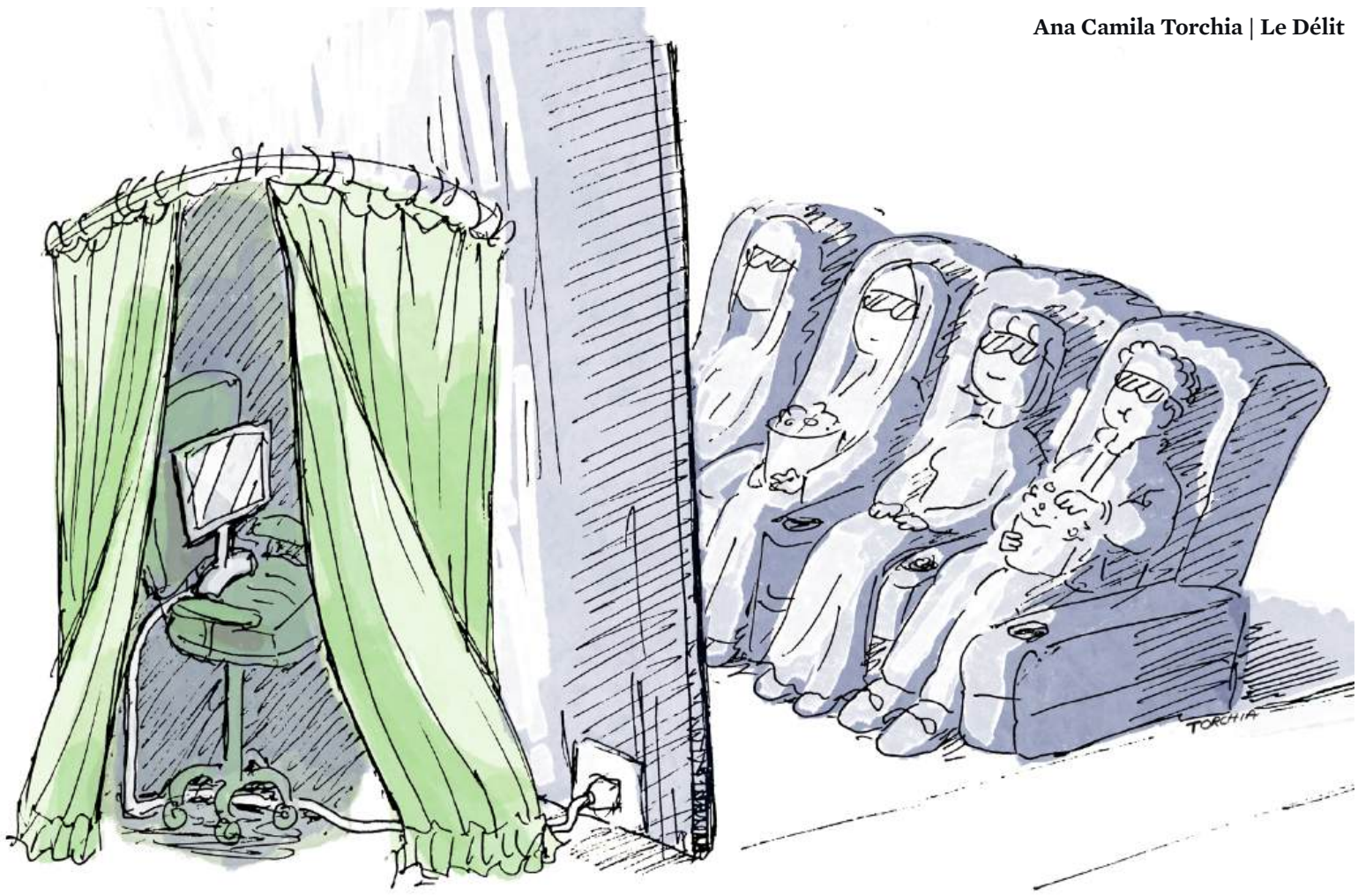
Cet article est publié dans le cadre d'une collaboration avec le cours FRSL 449 : Le français des médias, offert par le Centre d'apprentissage du français. Présélectionné par les étudiants du cours, il a ensuite été retenu par l'équipe du Délit. ⦸

Della Harris
Contributrice

RÉFLEXION

IA : l'employée de la décennie?

La place de l'intelligence artificielle dans le secteur audiovisuel.



Ana Camila Torchia | Le Délit

« *Je veux que l'intelligence artificielle (IA) fasse ma lessive et ma vaisselle pour que je puisse faire de l'art et de l'écriture, et non l'inverse* (*tdlr*) ». Vous avez sans doute déjà vu passer sur les réseaux sociaux en début 2024 cette fameuse citation tirée d'une publication sur la plateforme X (anciennement Twitter) de Joanna Maciejewska, autrice et artiste amatrice, en réponse à la prolifération d'« art » généré par l'IA durant la même période.

Si l'angoisse de Maciejewska se concentrait sur l'introduction de l'IA dans les arts visuels et dans l'écriture, l'IA de nos jours ne se limite plus à la reproduction de quelques phrases ou images. Sur les réseaux sociaux (*TikTok*, *Instagram Reels*, *YouTube Shorts*, etc.) comme dans les bandes publicitaires, les traces d'IA sont omniprésentes. Même au cinéma. Le 23 octobre dernier, *Sanxingdui : The Future Past* est sorti dans les salles de cinéma en Chine en tant que premier long métrage chinois entièrement conçu par l'IA. La même journée, Elon Musk a également partagé le premier épisode de sept minutes de l'adaptation de *L'Odyssée* par le modèle Grok sur X, qu'il promet être « *historiquement exacte et fidèle à l'art d'Homère* », faisant référence aux critiques du film de Christopher Nolan.

La démocratisation technologique

Quoique son utilisation demeure éthiquement ambiguë aux yeux de plusieurs, l'IA a effectivement franchi une première porte d'entrée pour tous. Réaliser un film dans sa chambre est officiellement possible. Même pas besoin de filmer. Les outils numériques peuvent maintenant faire le travail d'une équipe complète – c'est-à-dire, intervenir à toutes les étapes de la création. C'est notamment ce que nous montre Gabriel Brien – fondateur de l'Agence Crimson Spark, une entreprise montréalaise de production de vidéos IA – lors d'une entrevue avec Le Délit.

Récemment, son court-métrage *Last One* a remporté le *Grand Prize AI Independent Montreal* et le prix Best Technical AI au AI & Robots Film Festival à Taiwan. Si Brien confie avoir travaillé seul sur son projet, il ne prétend pas « être un réalisateur de films comme dans le cinéma traditionnel ».

Pourtant, son film *Last One*, qui ne dure que trois minutes, lui a pris plus de 70 heures de travail : « C'est moi qui écris le script à la main, j'écris le style de chaque personnage, les environnements. Évidemment, c'est un modèle génératif, alors je génère les scènes, je les choisis, je les corrige et je les refais. » Il ajoute d'ailleurs qu'« il faut avoir une base dans comment [...] une scène fonctionne, comment créer une histoire, comment faire passer un message, comment faire transparaître l'émotion à la caméra. Enfin, tout pour que ce soit crédible ». Pour lui, l'IA est un outil qui donne accès, mais qui ne remplace pas tout.

Une arme à double tranchant

Si cette autonomie ouvre de nouvelles possibilités créatives, elle soulève aussi des questions quant aux garde-fous traditionnellement présents dans la production culturelle. Pour mieux comprendre l'intégration de l'IA dans le secteur audiovisuel, Le Délit s'est entretenu avec Danaé Gamache, étudiante de première année en télévision à l'Université du Québec à Montréal (UQÀM). Selon elle, l'IA réduit le nombre d'intermédiaires entre les créateurs et leur public, une transformation qui mérite une attention particulière.

« Maintenant, une seule personne peut décider d'utiliser le divertissement pour convaincre les autres de ses opinions. Lorsqu'il y a plus d'intermédiaires dans le processus, il y a aussi plus de gens qui peuvent s'opposer à un message et réfléchir à ses conséquences », explique-t-elle. « Ça enlève bien des gens qui pouvaient dire "non, je refuse qu'on ait ce type de contenu, c'est dangereux" ».

Danaé Gamache nuance toutefois qu'elle ne s'oppose pas à l'utilisation de l'IA; il faut juste la garder comme outil. « J'avais un prof de montage qui nous disait de suivre l'évolution, il intégrait du "soft IA" dans nos cours. Par exemple, on apprenait à l'utiliser pour transcrire le texte d'une entrevue », affirme-t-elle. « En montage, je trouve que l'IA est utile, et c'est déjà utilisé. Pour *tracker* un objet, pour supprimer un arrière-plan, pour rajouter des effets comme de la brume, pour transcrire un texte, c'est très utile ». Un autre professeur de scénarisation leur a également proposé « d'essayer de collaborer avec l'IA pour scénariser ». Néanmoins, il faut utiliser son propre jugement.

> « Certes, valoriser l'humain dans la création n'a rien de mauvais, mais ne risque-t-on pas de surglorifier une œuvre simplement parce qu'elle est née de mains humaines? »

Cette vision rejoint l'idée du « humain *in*, humain *out* » de la recherchiste et scénariste Catherine-Emmanuel Brunet. « Tu commences à fournir quelque chose qui vient de toi. Tu regardes si l'outil peut t'aider à améliorer ton texte ou à atteindre tes objectifs de création », explique-t-elle dans un entretien avec Le Devoir. « Ensuite, selon les recommandations de l'outil, tu décides ce que tu appliques et tu t'assures de faire une dernière passe de création qui vient de toi. »

Que nous reste-t-il d'humain?

Alors que l'IA s'intègre de plus en plus dans nos contenus de consommation, l'inquiétude par rapport au remplacement d'humains qu'avait Joanna Maciejewska semble se tourner désormais vers une perte du jugement critique. Une fois qu'on a déterminé si un humain ou une machine se trouve derrière une œuvre, que fait-on de cette information? Avant l'arrivée de l'IA, on évaluait les œuvres selon leur intérêt et leur valeur esthétique. Aujourd'hui, le regard risque plutôt de se déplacer vers la valeur humaine qui se cache derrière. Certes, valoriser l'humain dans la création n'a rien de mauvais, mais ne risque-t-on pas de surglorifier une œuvre simplement parce qu'elle est née de mains humaines? Le public semble encore capable de juger sur pièces; encore faut-il qu'il conserve cette capacité.

Le sort de *Sanxingdui : The Future Past* laisse croire que les spectateurs n'ont pas encore perdu ce réflexe. Malgré l'étiquette de « premier long métrage chinois conçu par l'IA » – qui a fait grimper l'action de son producteur, Bona Film Group, avec un enthousiasme de la part du marché – le film n'a récolté qu'environ 1,5 million de yuans (près de 314 000 $ CA) en une semaine. Sur la plateforme chinoise Douban, plusieurs estiment que les images générées sont étonnamment réussies, mais y voient là le principal atout du film, au milieu d'un scénario incohérent et d'une réalisation décousue. Des commentaires similaires ont également visé *L'Odyssée* de Musk. Une critique sur *The Telegraph* décrit ses personnages comme ayant une « *qualité semblable à celle d'un zombie* », en raison de leurs regards figés et de leurs voix dénuées d'expression.

Gabriel Brien le rappelle bien : « Aujourd'hui, tout le monde a une caméra 4K dans sa poche, tout le monde est capable de faire du contenu, mais c'est pas tout le monde qui est un Denis Villeneuve. Les outils sont démocratisés, mais pour créer une bonne histoire, il faut savoir utiliser les outils, faire les bons choix. » Ce qui est vrai pour les caméras l'est tout autant pour l'IA. Ce n'est pas l'outil qu'il faut craindre, mais notre capacité à bien nous en servir. Sans jugement critique, nous risquons de devenir des robots bien avant que les robots ne nous remplacent. ⦸

Jiayuan Cao
Éditrice Culture

Sauve qui peut : l'IA à nos trousses

Réflexion sur la création du Prix Pascal, premier prix littéraire récompensant l'IA.

L'intelligence artificielle a fait couler beaucoup d'encre (et d'eau) depuis l'avènement de ChatGPT en novembre 2022. Cet article ne fera malheureusement pas exception à la tendance, car l'IA s'immisce une fois de plus dans nos vies. C'est officiel, le domaine littéraire n'échappe plus à la menace des machines : un prix littéraire récompensant une œuvre coécrite avec l'IA est arrivé, et il se présente comme le premier du genre.

Un prix pour la francophonie

Le Prix Pascal — dont le nom fait référence au mathématicien et philosophe français Blaise Pascal — a été créé en France par trois entrepreneurs : Philippe Rodriguez, Albin Serviant et Gilles Mentré. Les fondateurs ont lancé un appel aux candidatures en spécifiant que « [l]e prix est ouvert à toute personne qui écrit en français, partout dans la francophonie, sans condition de nationalité ni de résidence, sans éditeur ». Concrètement, l'œuvre ne doit pas avoir été publiée par un éditeur, mais l'autoédition est acceptée.

Par la création de ce prix, les fondateurs veulent ouvrir un espace dédié aux œuvres coécrites avec l'IA. Dans la foulée de l'affaire de Thélyson Orélien, accusé en septembre d'avoir eu recours à l'intelligence artificielle pour écrire son roman *C'était ça ou mourir*, la nouvelle peut apparaître comme rafraîchissante pour certains ou horrifiante pour d'autres. L'auteur a nié, mais son éditeur québécois, les Éditions du Boréal, a mis fin à leur collaboration le 21 octobre, le jour même du lancement du Prix Pascal. Il dit avoir relevé des traces d'IA dans les métadonnées des versions de travail, sans pouvoir en établir l'ampleur. Les créateurs du prix précisent que « [l]e jury cherche une œuvre inédite, utile ou qui alerte ». Les personnes voulant tenter leur chance devront remettre un dossier en trois parties : la « graine », soit 4 000 caractères expliquant brièvement le projet, le manuscrit, de 300 000 caractères maximum, et enfin, le dossier technique. Ce dernier doit préciser le type de modèle d'IA utilisé, les agents ou le *prompt* qui ont mené à la création du manuscrit.

Les candidatures sont officiellement ouvertes depuis le 20 octobre et se clôtureront à la fin du mois de novembre. Les dossiers seront ensuite évalués par des « lecteurs professionnels et des personnes qui connaissent [les outils d'IA] de l'intérieur », puis les dix finalistes seront annoncés par le jury. Selon le site officiel du Prix Pascal, le lauréat sera annoncé et le prix remis au début du mois de décembre : une dotation ainsi que la promesse de voir son manuscrit publié.

L'IA peut maintenant briller

Le Prix Pascal assume l'usage de l'IA. Il n'est plus question de cacher l'utilisation de la machine, d'en faire un secret d'État : l'IA est ici une fierté, un outil reconnu et légitime. Sur le site Internet du prix, les fondateurs mentionnent que « [l]'IA est déjà dans les ateliers d'écriture, dans les manuscrits, dans les librairies, souvent en silence. Le Prix Pascal pose la question à voix haute : qu'est-ce qu'une œuvre quand l'auteur et la machine collaborent? ».

Ce prix est une arme à double tranchant. S'il faut retenir une chose des débats entourant l'IA dans le milieu littéraire, c'est qu'il est difficile de déterminer jusqu'où permettre l'utilisation de la machine. Peut-elle être utilisée pour la réflexion et l'élaboration d'idées? Pour la rédaction? Ou doit-elle simplement être bannie? Personne ne s'entend : chacun a ses propres limites et l'industrie littéraire a bien du mal à trancher de façon officielle. Il faut donc se rendre à l'évidence : l'IA est utilisée dans certains manuscrits et nous avons peut-être déjà lu une œuvre où l'IA a joué un rôle, probablement sans en avoir conscience. Il est devenu impossible d'ignorer le problème que pose l'intelligence artificielle dans de multiples domaines et la solution est peut-être de rendre son utilisation moins taboue afin que ceux qui en font usage ne se cachent pas. Au lieu de jouer au chat et à la souris, l'IA pourrait être déclarée et il reviendrait aux lecteurs de faire leur choix : lire ou ne pas lire de l'IA? Ceux qui n'y voient pas de problème pourraient apprécier des œuvres qui les satisfont, tandis que les partisans de l'écriture humaine pourraient éviter certains ouvrages.

Or, tout cela est profondément utopique. Tous ceux qui utilisent l'IA pour rédiger des manuscrits ne déclareront pas nécessairement l'usage de la machine dans leur travail par peur des représailles : si certains n'y voient pas d'inconvénient, il y a tout de même une certaine réticence à lire des œuvres d'IA — si tant est qu'on puisse les appeler des œuvres.

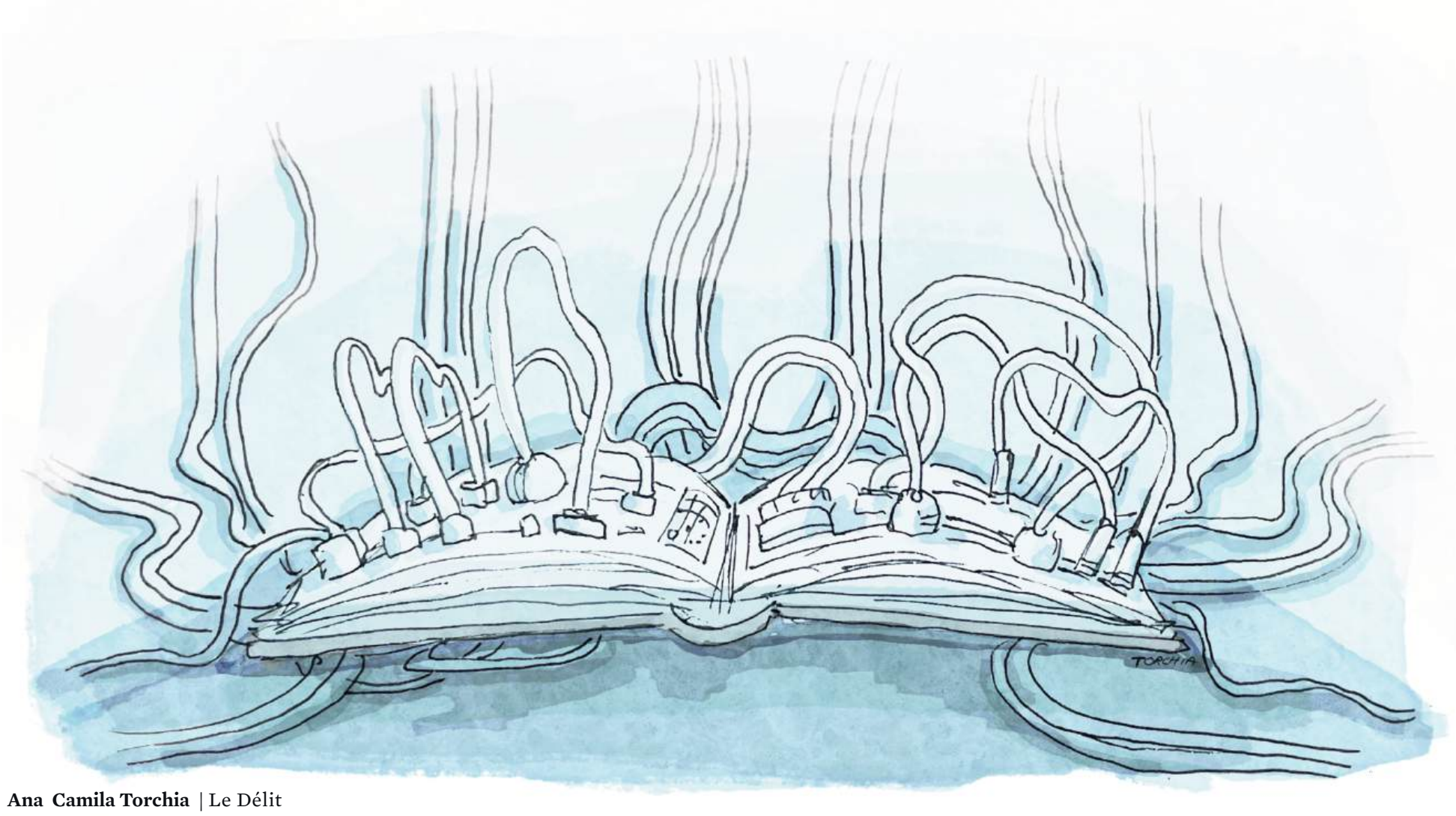
Récompenser la « coécriture » d'un livre normalise l'usage de l'IA dans le milieu littéraire. L'IA sera certainement utilisée dans ce domaine – mais comment indiquer son utilisation sans la glorifier? Comment ne pas survaloriser de telles œuvres au détriment de ce qui est humain? Il faut bien sûr abolir le tabou autour de l'utilisation de l'IA afin que ceux qui l'emploient se déclarent, mais pas au point d'encourager la création avec l'IA.

> « Le ressenti humain est au cœur de la création et il se retrouve complètement évacué lorsque l'IA prend les rênes d'un tel projet »

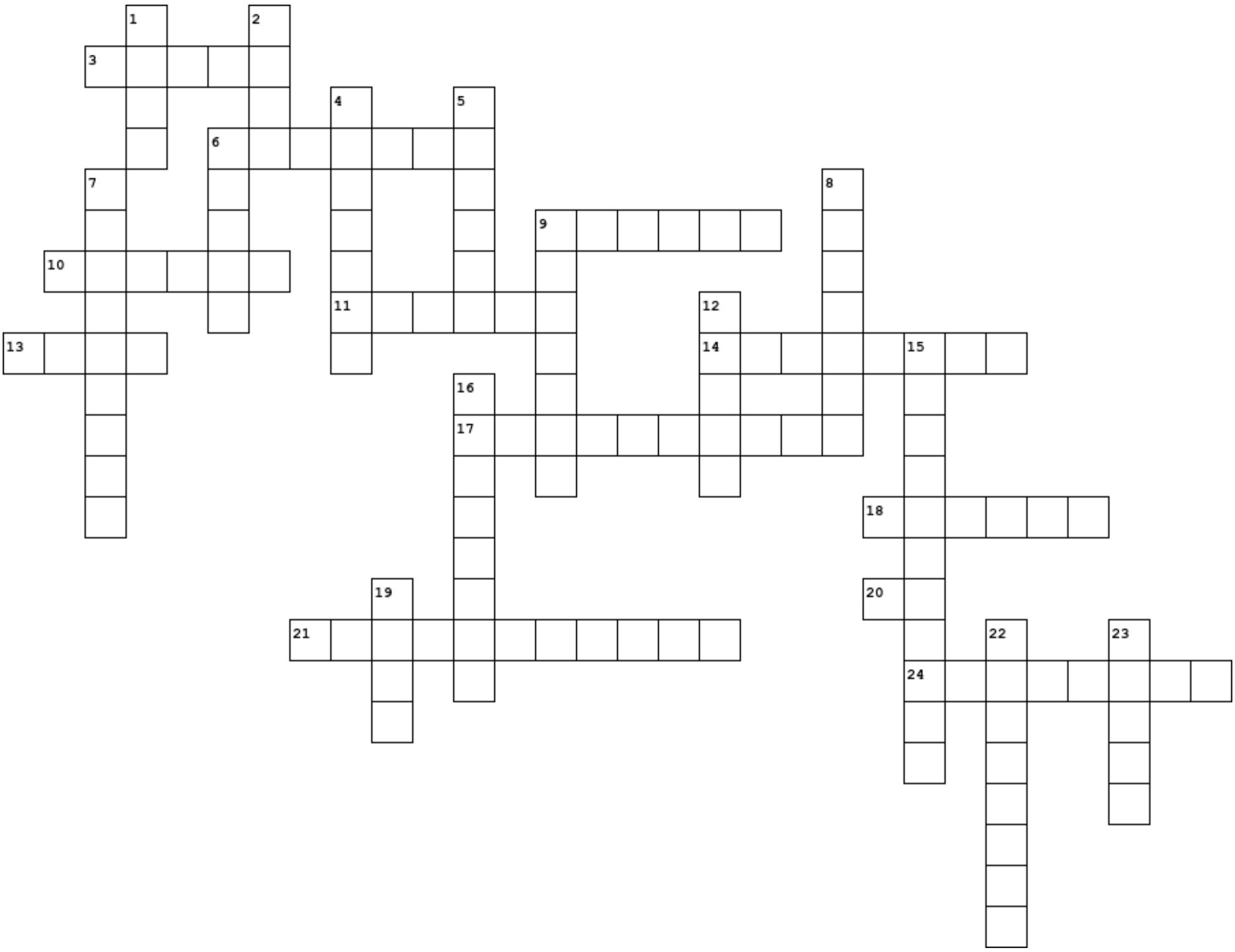
La littérature est un art et l'art est profondément humain. Il exprime des émotions, des sentiments et des situations qui apaisent l'esprit et l'âme. Comment une machine peut-elle bien reproduire une telle chose? Même si on ne comprend pas tout son fonctionnement, force est d'admettre que l'IA a la capacité technique nécessaire pour écrire des œuvres satisfaisantes. Mais une œuvre magnifique ne signifie pas une œuvre humaine. Le ressenti humain est au cœur de la création et il se retrouve complètement évacué lorsque l'IA prend les rênes d'un tel projet.

De la même façon, une personne écrivant un livre à l'aide de l'IA peut-elle réellement se dire autrice? Écrire, c'est s'acharner, douter de soi, remanier des phrases entières pour être compris. Être autrice, c'est s'associer à ce processus de création, faire l'expérience de ces émotions conflictuelles à travers la rédaction, c'est retravailler les mots presque jusqu'à la folie, c'est s'identifier à des siècles de littérature qui ont ouvert la voie. Comment dire d'une personne qui a tout simplement envoyé des requêtes à l'IA pour en tirer un livre qu'elle est autrice? Flaubert, qui a passé 53 mois à travailler *Madame Bovary* et qui déclamait chaque phrase dans son gueuloir, serait bien déçu... ⃠

Rose Langlois
Éditrice Culture



Ana Camila Torchia | Le Délit



Catherine Brunet Rodriguez | Le Délit

Horizontal

3. Sociologue allemand qui aborde la notion selon laquelle l'État dispose du monopole de la violence légitime.

6. Province de l'Ouest canadien au cœur du référendum d'octobre 2026.

9. Pays avec la plus grande superficie d'Amérique du Sud dirigé par Lula.

10. Nom du lauréat du prix Médicis 2026.

11. Organisme international qui affirme dans un rapport que l'impunité liée aux meurtres de journalistes est en hausse.

13. Le grand absent du Sommet Canada/Union européenne.

14. Un programme de l'Union européenne qui permet aux étudiants de voyager, d'étudier ou encore de réaliser des stages à l'étranger, tant au sein des pays de l'UE que d'autres pays non membres, comme l'Islande, la Norvège ou la Serbie.

17. Crise importante au Québec qui sera exacerbée par la venue de l'hiver.

18. Prix littéraire francophone qui désire créer un espace dédier à récompenser des ouvrages rédigés à l'aide de l'IA.

20. Matière grise artificielle utilisée pour accélérer la production de films.

21. Repas réconfortant composé de pâtes et de poudre de fromage jaune vif.

Vertical

1. Nombre de policiers congédiés par le SPVM en raison d'allégations de gestes racistes et discriminatoires.

2. Nouvelle cheffe de cabinet du ministre Sébastien d'Astous.

4. Pays dont la fête des morts est inscrite au patrimoine mondial.

5. Nom de la première femme première ministre du Québec.

6. Entreprise québécoise qui se spécialise dans l'analyse des flux de personnes et qui a collaboré avec *Couche-Tard.*

7. Ministre fédéral qui déposera cette semaine le budget canadien.

8. Type de biais véhiculé par *Google Traduction.*

9. Dessert hybride qui fusionne un brownie et un biscuit.

12. État américain dans lequel se présente le candidat démocrate James Talarico.

15. Mouvement ciblé par le premier ministre du Québec en lien avec les manifestations lycéennes en France.

16. Dessert préféré d'un monstre dans *Sesame Street.*

19. Sigle de l'organisme du bureau des audiences publiques sur l'environnement au Québec.

22. Nom de la seule femme ayant occupé le poste de première ministre du Canada.

23. Jour de la semaine où ont eu lieu les élections de mi-mandat aux États-Unis.